

## **Message de Grèce d'un membre du groupe d'Initiative anarchosyndicaliste Rocinante**

*Salut camarades,*

*Je m'adresse à vous pour vous informer sur nos actions actuellement en Grèce.*

*À partir de la déclaration du référendum, une grande partie des entreprises a arrêté de payer les salaires, tout en ajoutant que cela ne va pas changer si le Oui ne passe pas. On a 30 à 40 cas de lock-out. La GSEE (CGT Grecque) a assisté [soutenu] l'appel du Syndicat de Patronat (SEV) pour l'annulation du référendum et l'accord direct avec le FMI, la BCE et l'UE, pour assurer que la Grèce reste à l'UE et la zone euro.*



*Face à cette situation l'Initiative Anarchosyndicaliste Rocinante a lancé une grande série d'action contre des entreprises qui ne payent pas, une manif contre les chantages du capital, un blocage devant la siège du SEV et on organise un nouveau blocage du siège de la GSEE, plus une manif dans le quartier Kolonaki où se trouvent les locaux des plusieurs entrepreneurs et bourgeois.*

*Nous appelons à "combattre le Oui et le capital de tout moyen possible" et aussi à une "riposte ouvrière*

*anticapitaliste face au cout d'Etat économique du capital en cours".*

*Je cite l'article d'Alternative libertaire, qui a été écrit après une discussion entre moi et camarade Guillaume Davranche et qui n'est pas loin de la vérité.*

*Je vous passe aussi quelques photos, de nos actions dans la rue : manif contre les chantages du capital et le blocage du siège de patrons, si vous voulez présenter la situation en faisant un communiqué de presse ou n'importe quelle autre action de solidarité.*

*Je note que sans humilier le sentiment de la majorité de la classe ouvrière qui voit dans le référendum une bataille directe entre pauvres et riches, nous insistons surtout sur les méthodes du capital qui veut utiliser le référendum pour avancer, et non pas le vote.*

*Salutations libertaires, fraternelles et internationales.*

*Yannis*

PS L'article cité : et des photos devant le siège de la CGT grecque et de manifestations

**Grèce : face à la tentative d'un « coup d'État capitaliste »**

<http://www.alternativelibertaire.org/?Grece-face-a-la-tentative-d-un>

**« La Grèce paiera » clament en chœur le FMI, l'Union européenne et la BCE. « Le prolétariat paiera » rétorque le patronat grec. Dénonçant un « coup d'État économique », les anarcho-syndicalistes s'attaquent aux banques et entreprises qui bloquent le versement des salaires, appellent à une grève générale anticapitaliste et à tout faire pour que le « oui » ne l'emporte pas au référendum du 5 juillet.**

Il y a plusieurs mois le gouvernement grec, dominé par la coalition de gauche Syriza, a décidé de s'engager dans des négociations sans issue avec les créanciers de la Grèce.



Depuis le début de ces négociations, FMI, BCE, Commission européenne et ministre des Finances de l'Union européenne (Eurogroupe) font pression sur le gouvernement grec pour qu'il accepte un nouveau plan d'austérité en échange de la prolongation de l'aide financière. Pendant plus de quatre mois, ces brigands se sont employés à marteler qu'aucune alternative à leur politique n'était acceptable ni même imaginable.

Le gouvernement grec a nourri l'illusion qu'un accord était possible. Il a beaucoup concédé (notamment en renonçant à remettre en cause la dette grecque) et n'a rien obtenu.

Les jeunes, les travailleurs-ses et les retraité-e-s grec-que-s sont fatigué-e-s de cette mascarade. Ces dernier-e-s ont fait entendre ces derniers jours dans la rue leur colère et leur opposition à un recul de l'âge de départ en retraite, alors même que leur montant à été saigné à blanc ces dernières années.

Menacé d'être lâché par une partie de son électorat et de la base de Syriza, Tsipras et son gouvernement ont enfin rejeté le nouveau plan imposé par les créanciers de la Grèce et ont décidé de consulter le peuple grec par référendum le 5 juillet tout en appelant à voter Non au diktat de la BCE, du FMI et de l'UE qui prévoit entre autres la retraite à 67 ans et un nouveau relèvement de la TVA alors que les salaires et retraites n'ont cessé de baisser ces dernières années.

### **Chantage des banques et du patronat**

Face à cette situation, nos camarades de l'*Initiative anarcho-syndicaliste Rocinante* dénoncent un coup d'État économique du Capital, et appellent à y répondre par une grève générale anticapitaliste.

Tous les jours, ils et elles mènent des actions contre les banques et les entreprises qui appellent ouvertement à voter "oui", et ont annoncé qu'elles suspendaient les paiements et les salaires, voire ont procédé à un lock-out dans l'attente du résultat du référendum. De même, les dirigeants du patronat et la principale bureaucratie syndicale (GSEE) du pays ont signé un communiqué commun appelant à voter "oui". Aujourd'hui, *Rocinante* organise un rassemblement devant le siège du Medef grec le 1er juillet ; devant le siège de la GSEE le 2 juillet.

Autant dire que les anarchosyndicalistes ne célèbrent pas béatement les vertus du référendum. Dans un cadre capitaliste, avec les moyens de pression dont dispose le patronat, les ressorts en sont fondamentalement faussés. *Rocinante* appelle donc à tout faire, dans la rue et dans les urnes, pour que le "oui" ne passe pas au référendum du 5 juillet. Leur slogan : "Transformons le cout d'État du capital en riposte ouvrière anticapitaliste".

### **Le capitalisme se moque des référendums**

*Alternative libertaire* soutient ces initiatives, ainsi que toutes celles qui irons dans le sens d'une rupture avec le système capitaliste grec et d'une solidarité avec la jeunesse, les travailleurs-ses et les retraité-e-s grec-que-s.

Pour autant ce référendum ne doit pas être une fin en soi. Il ne doit pas être une simple porte de sortie pour un gouvernement dans l'impasse. De plus nous savons ce que les gouvernements européens pensent des référendums. On l'a vu en 2005 avec le « Non » cinglant des électriciens et électeurs néerlandais et français contre la constitution capitaliste de



l'Europe. Ils s'en moquent totalement et s'emploieront toujours à les contourner tant que leur pouvoir ne sera pas menacé.

C'est donc à ce pouvoir qu'il faut s'attaquer en l'arrachant des mains des capitalistes, dont le taux de profit en Grèce est le plus élevé de toute l'Union européenne. C'est bien leur expropriation par en bas qui est à l'ordre du jour, la mise en commun des richesses produites et leur redistribution non pas par un gouvernement qui ne veut pas remettre en

cause un tel système mais par un pouvoir populaire qui soit l'émanation directe des travailleuses et des travailleurs.

C'est bien par le soutien international à la mobilisation du peuple grec que l'on contraindra les gouvernements européens à annuler la dette grecque.

### *Alternative libertaire, 30 juin 2015*

